



07-81

**DELEGATION
DE SERVICE
D'ASSAINISSEMENT
COLLECTIF**

Monsieur le Maire rappelle que, préalablement à l'engagement d'une procédure de délégation de son service public d'eau potable, le conseil municipal s'est prononcé par délibération du 24 mars 2007 sur le principe de recours à un mode d'exploitation déléguée.

Il informe l'assemblée que l'avis du centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale doit être requis pour toute question relative à l'organisation des administrations territoriales et à leur fonctionnement, en particulier lorsqu'il y a modification du mode d'exploitation du service public.

Au vu de cet exposé,
Le conseil municipal

Approuve la décision du maire

Donne pouvoir au maire pour saisir le centre départemental de gestion d la fonction publique territoriale.

Cette décision est acceptée à l'unanimité.

07-80

**REFORME DE
L'URBANISME**

**MAINTIEN DU
PERMIS DE
DEMOLIR**

Vu le Décret N°2007-18 du 5 janvier 2007 en vigueur le 1^{er} octobre 2007 relatif au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme et en particulier son article 9 supprimant l'obligation en matière de permis de démolir et la rendant facultative,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le projet de Plan Local d'Urbanisme en cours d'élaboration mettant en exergue les bâtiments remarquables et le tissu bâti caractérisant l'identité et les typologies du paysage communal et permettant une lecture historique de l'évolution du territoire communal,

Considérant que le maintien du permis de démolir permet :

- de sauvegarder les paysages urbains de la commune
- de prévenir les risques de détérioration du domaine public et des réseaux en permettant l'information de ses concessionnaires,
- de préserver l'harmonie des façades et le patrimoine architectural

Le Conseil Municipal,

Décide de maintenir le permis de démolir, conformément à l'article 9 du Décret N°2007-18 du 5 janvier 2007 pris pour l'application de l'ordonnance N°2005-1527 du 8 décembre 2005 relative au permis de construire et aux autorisations d'urbanisme.

Cette décision vaut pour tout le territoire de la commune de SEPTEUIL.

Cette décision est acceptée à l'unanimité.